

PRÉFET DE LA DROME

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes
Unité Territoriale Drôme-Ardèche
Subdivision 4

Valence, le 07 mai 2012

Affaire suivie par : Jean-Marc BAYER
Tél. : 04 75 82 46 46
Fax : 04 75 82 46 49

courriel : jean-marc.bayer@developpement-durable.gouv.fr

Préfecture
Direction des Collectivités
et de l'utilité publique
Bureau des enquêtes publiques

Affaire suivie par : Brigitte BAUSSART
Tél. : 04 75 79 28 69
Fax : 04 75 79 28 55

courriel : brigitte.baussart@drone.gouv.fr

boite fonctionnelle du BEP : pref-enquetes-publiques@drone.gouv.fr

ARRETE n° 2012128-0002

**portant autorisation d'exploiter des installations
classées pour la protection de l'environnement
Autorisation d'exploitation d'une carrière et d'installations de traitement des matériaux
par GIE Drôme Provençale sur la commune de CURNIER**

**Le Préfet du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, LIVRE V titre 1, et LIVRE II titre 1 ;

VU le code minier ;

VU le code du travail ;

VU le code du patrimoine, LIVRE V titre 3 ;

VU la nomenclature des installations classées, notamment les rubriques 2510 et 2515 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R516-2 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières prévues à l'article R516-2 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 7303 du 20 décembre 1996 autorisant monsieur Jean-Paul BRUN, administrateur du GIE Drôme Provençale, à exploiter une carrière d'éboulis calcaires ainsi qu'une installation de traitement de matériaux sur le territoire de la commune de CURNIER au lieu-dit « Long d'Eygues », sur une superficie de 76 950 m² et pour une durée de 15 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 3327 du 08 octobre 1993 autorisant la Société d'exploitation des établissements CLIER à exploiter une carrière d'éboulis calcaires sur le territoire de la commune de CURNIER au lieu-dit « Long d'Eygues », sur une superficie de 38 970 m² et pour une durée de 15 ans ;

VU la demande déposée le 06 avril 2011 et complétée le 16 mai 2011 par laquelle le GIE Drôme Provençale sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière d'éboulis calcaires sur le territoire de la commune de CURNIER au lieu-dit « Long d'Eygues », sur une superficie de 88 000 m² et pour une durée de 20 ans ;

VU la demande déposée le 06 avril 2011 par laquelle monsieur Paul CLIER, gérant de la société CLIER T.P, sollicite l'intégration d'une partie de l'emprise de son exploitation de carrière, autorisée par l'arrêté préfectoral n° 3327 du 08 octobre 1993, dans le périmètre de la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GIE Drôme Provençale ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011280-0021 du 07 octobre 2011 portant mise à l'enquête publique du 15 novembre 2011 au 20 décembre 2011 de la demande susvisée ;

VU les plans, renseignements, engagements joints à la demande susvisée, et notamment l'étude d'impact et l'étude de dangers ;

VU l'avis de l'autorité environnementale du 29 septembre 2011 joint au dossier d'enquête ;

VU les avis et observations exprimés dans le cadre de l'enquête réglementaire ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 16 janvier 2012 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 février 2012 ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 29 mars 2012 ;

VU le schéma départemental des carrières du département de la Drôme, approuvé par arrêté préfectoral n° 3991 du 17 juillet 1998 ;

Le demandeur consulté,

CONSIDERANT que le projet d'exploitation prend en compte les différentes sensibilités environnementales des lieux ;

CONSIDERANT en particulier que de nombreuses mesures sont prévues afin de préserver et de favoriser les espèces animales et végétales à valeur patrimoniale présentes sur le secteur du projet ;

CONSIDERANT par ailleurs que les modalités d'exploitation sont déterminées de manière à limiter l'impact paysager et que les opérations de réaménagement visent notamment à permettre l'insertion du site dans le paysage local ;

CONSIDERANT en outre que des dispositions sont prévues pour garantir la sécurité routière ainsi que pour prévenir les risques de pollution des eaux ;

CONSIDERANT ainsi que les prescriptions du présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité et la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement, pour la conservation des sites et des monuments ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme,

ARRETE

TITRE I - DONNÉES GÉNÉRALES À L'AUTORISATION

Article 1 : Autorisation

Le GIE Drôme Provençale, quartier Saint Jean 26510 SAHUNE, est autorisé sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter les activités désignées ci-après, sur le territoire de la commune de CURNIER au lieu-dit « Long d'Eygues », sur une superficie de 88 000 m² dans les limites définies sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté.

Désignation de l'installation	Volume de l'activité	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation d'une carrière	Production maximale de 90 000 tonnes/an	2510.1	Autorisation
Concassage, criblage de produits minéraux naturels	Puissance maximale de 790 kW	2515.1	Autorisation

Le présent arrêté vaut autorisation au titre du Livre II, titre 1er « Eau et Milieux aquatiques » du code de l'environnement.

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation :

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Parcelle n°	Section	Superficie
231	A	16 760 m ²
232	A	3 200 m ²
233p	A	3 370 m ²
234	A	2 300 m ²
235	A	6 700 m ²
236p	A	2 890 m ²
237p	A	3 110 m ²
238	A	3 430 m ²
239p	A	16 860 m ²
240p	A	5 570 m ²
244p	A	2 750 m ²

245	A	10 490 m ²
246	A	5 270 m ²
247	A	400 m ²
248	A	1 330 m ²
249	A	1 000 m ²
250	A	2 570 m ²

(p : pour partie)

L'autorisation est accordée pour une durée de 20 ans à compter de la notification du présent arrêté, remise en état incluse.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et du contrat de forage dont il est titulaire.

La carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente autorisation vaut pour une exploitation à ciel ouvert d'éboulis calcaires devant conduire en fin d'exploitation à la réalisation d'un lieu à vocation naturaliste, suivant le schéma d'exploitation joint en annexe 2 au présent arrêté.

La hauteur moyenne de banc exploitable est de 8,80 m,

La cote (NGF) limite en profondeur est de 340,90 m au nord à 337,30 m au sud, dans les conditions précisées à l'article 7.3 ci-après,

Les réserves estimées exploitables sont de 1 260 000 tonnes environ, la production maximale annuelle autorisée est de 90 000 tonnes.

TITRE II - RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES ET DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article 3 : Réglementation générale et police des carrières

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable à cette exploitation.

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- . le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application du code minier,
- . le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives (R.G.I.E.) et complétant ou adaptant le code du travail.

Article 4 : Directeur technique - Consignes- Prévention- Formation

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit, avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, déclarer au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux,
- le nom de l'organisme extérieur de prévention auquel il choisit de recourir, ou l'organisation de la structure fonctionnelle mise en place pour la prévention en matière de sécurité et de santé au travail,
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

Il rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées sont assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations sont tenus à la disposition de la DREAL.

Article 5 : Clôtures et barrières

Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.

Les entrées de la carrière sont matérialisées par des dispositifs mobiles, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

Article 6 : Dispositions préliminaires

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnés aux articles 5, 6.1 à 6.4 et 15.

L'exploitant fait connaître au préfet la date de mise en fonctionnement de l'exploitation.

6.1 - Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

6.2 – Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

6.3 - Eaux de ruissellement

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place si nécessaire à la périphérie de cette zone. Les eaux recueillies dans ce réseau seront dirigées vers un bassin de décantation régulièrement entretenu et curé.

6.4 - Accès de la carrière

Les deux sorties de la carrière sur la route départementale sont aménagées et signalées selon les préconisations des services techniques départementaux, de telle sorte qu'elles ne créent pas de risque pour la sécurité publique.

En particulier, la sortie au sud du site est déplacée vers le sud de manière à améliorer la visibilité tant pour les véhicules sortant de la carrière que pour les usagers de la route départementale. Cette modification doit faire l'objet d'une autorisation de voirie délivrée par le Centre Technique Départemental de NYONS.

L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité.

TITRE III - EXPLOITATION

Article 7 : Dispositions particulières d'exploitation

7.1 - Défrichage, décapage des terrains

Le déboisement et le défrichage éventuels sont réalisés par phases progressives correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

7.2 - Patrimoine archéologique

Toute découverte de vestiges archéologiques doit être signalée immédiatement au service régional de l'archéologie, conformément à l'article L 531-14 du code du patrimoine, ainsi qu'à la mairie, avec copie à l'inspection des installations classées.

7.3 - Epaisseur d'extraction

L'extraction est limitée en profondeur à la cote de 340,90 m (NGF) au nord à 337,30 m (NGF) au sud, c'est-à-dire au niveau de la route départementale n° 94, pour une épaisseur d'extraction maximale de 30 m (épaisseur de la découverte incluse). Toutefois, pour réaliser la mare prévue à l'état final et figurée sur l'annexe 3 au présent arrêté, les extractions pourront aller jusqu'à la cote de 336 m (NGF) sur cette seule zone.

7.4 - Abattage à l'explosif

Les tirs de mines sont interdits.

7.5 - Conduite de l'exploitation

L'exploitation est conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- décapage des terres de découverte ;
- extraction des matériaux ;
- chargement des matériaux sur des camions pour leur acheminement direct sur des chantiers, ou transport des matériaux vers les installations de traitement ;
- progression selon quatre phases du haut vers le bas du site ;
- réaménagement coordonné à l'exploitation.

L'exploitant s'assure que les terres de découverte mises en dépôt et destinées à la remise en état de la carrière, à la constitution de merlons ou à la réalisation et l'entretien de pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. Il étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

L'exploitant doit établir, avant le début de l'exploitation, un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, conformément aux dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé. Le plan de gestion est révisé tous les cinq ans ainsi que dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation, de nature à entraîner une modification substantielle des éléments de ce plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, en cas de pousse de plans d'ambroisie, l'exploitant doit avertir le référent communal le plus proche ainsi que la délégation territoriale de la Drôme de l'Agence Régionale de Santé, et lutter efficacement contre la prolifération et la pollinisation de cette plante conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2011201-0033 du 20 juillet 2011 prescrivant la destruction obligatoire de l'ambroisie dans le département de la Drôme.

Les plans relatifs à la description du phasage sont joints en annexes 5 à 8 au présent arrêté.

7.6 - Mesures relatives au milieu naturel

7.6.1 - Mesures de protection

Aucune destruction de végétation ni aucune opération de décapage ne doit être réalisée dans la période de mars à août (période de nidification).

Par ailleurs, la mare temporaire créée en partie supérieure du site doit être intégralement préservée durant l'exploitation. Aucune intervention ne sera effectuée au droit de celle-ci, sauf pour son entretien le cas échéant.

7.6.2 - Suivis

Un suivi annuel des communautés d'oiseaux sur la carrière et à proximité est réalisé par des personnes ou des organismes compétents, afin de s'assurer du maintien des espèces à valeur patrimoniale et de mesurer l'efficacité des mesures mises en œuvre.

Par ailleurs, un suivi de la végétation est effectué afin de vérifier la bonne reprise de celle-ci et d'adapter le cas échéant les conditions de revégétalisation du site. Ce suivi, effectué annuellement les quatre premières années puis tous les deux ans, portera notamment sur la densité et la nature des espèces présentes ainsi que sur la colonisation naturelle par des espèces locales. L'implantation d'espèces à valeur patrimoniale et l'évolution de celles-ci seront examinées à cette occasion.

De plus, un suivi des espèces végétales et animales inféodées à la mare temporaire aménagée en partie supérieure du site est également effectué annuellement les quatre premières années puis tous les deux ans. Lorsque la zone humide prévue en partie basse du site sera créée, le même suivi sera mis en œuvre annuellement.

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées les noms des personnes ou organismes retenus pour les différentes interventions mentionnées ci-dessus, ainsi que les rapports des suivis mentionnés ci-dessus présentant les résultats et les commentaires correspondants. Ces suivis sont réalisés durant toute la période d'autorisation.

7.7 - Mesures relatives au paysage

Une attention particulière doit être portée à la limitation de l'impact paysager de la carrière en cours d'exploitation et à son insertion dans le paysage lors du réaménagement. En particulier :

- les surfaces des fronts d'extraction et des plateformes de traitement sont limitées aux besoins de l'exploitation ;
- les opérations de réaménagement paysager sont réalisées au fur et à mesure de la progression de l'exploitation ;
- le réaménagement doit viser notamment à créer une mosaïque de milieux diversifiés et propices à une recolonisation végétale la plus spontanée possible, tout en s'inscrivant dans le paysage naturel et agricole caractéristique de ce secteur géographique.

7.8 – Mesures relatives à la sécurité routière

L'exploitant doit examiner en concertation avec la direction des routes du Conseil Général les conditions de réalisation d'une voie d'accélération pour les véhicules sortant au sud du site en direction de CURNIER.

De plus, la zone contiguë à l'aire de repos située en face de la sortie au nord du site sera utilisée le cas échéant, sous réserve de l'accord des services techniques départementaux, en tant que voie de délestage pour les véhicules allant en direction de SAHUNE.

Par ailleurs, toute modification des accès doit faire l'objet d'une autorisation de voirie délivrée par le Centre Technique Départemental de NYONS. Si des travaux de calibrage de la RD 94 sont décidés par le Conseil Général, une étude devra être menée par l'exploitant et validée par la direction des routes afin d'arrêter les principes d'un nouvel aménagement des accès.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envois de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. En particulier, un revêtement sera réalisé sur les deux chemins d'accès, sur une longueur d'environ 100 mètres, avant leur débouché sur la route départementale.

7.9 - Distances limites et zones de protection

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.

Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. Par dérogation, l'extraction de matériaux est autorisée jusqu'en limite de la route départementale, dans le respect des cotes minimales d'exploitation fixées aux articles 2 et 7.3 ci-dessus, afin de permettre le réaménagement prévu et d'assurer un meilleur aspect paysager final.

De plus, l'exploitation à son niveau le plus bas sera arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques et des canalisations enterrées. En particulier, il doit contacter avant le début des travaux la société France Télécom et le Syndicat Mixte ADN afin de connaître les prescriptions à respecter le cas échéant pour l'exploitation à proximité de leurs réseaux.

7.10 - Registres et plans

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Sur le plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- les éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

TITRE IV - REMISE EN ETAT

Article 8 :

L'objectif final de la remise en état vise à restituer un espace naturel et agricole, comportant des milieux diversifiés et permettant une bonne insertion dans le paysage local. De plus, compte tenu de la qualité paysagère et des intérêts écologiques du secteur, avec notamment la présence de vautours sur la falaise surplombant la carrière, une valorisation touristique du site sera recherchée.

En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état sera réalisée de manière coordonnée à l'exploitation conformément aux dispositions prévues dans l'étude d'impact et comportera les principales opérations suivantes :

- réalisation de deux talus présentant une pente maximale de 33° séparés par une banquette, en veillant à leur donner des formes non rectilignes et à leur raccordement aux terrains naturels contigus ;
- creusement d'une excavation en partie basse afin de créer une mare, et conservation de la petite mare temporaire aménagée en limite supérieure du site ;
- mise en place de terre végétale par endroits en partie supérieure et sur l'ensemble de la surface du carreau ;
- ensemencement avec un mélange de graines indigènes, soumis à l'accord préalable de la direction départementale des territoires, et plantations d'arbres d'essences locales ;
- édification d'une butte pour l'observation des rapaces et réalisation d'un parcours de découverte.

Les modalités précises concernant la faune et la flore pourront être adaptées en fonction des résultats des suivis prévus à l'article 7.6.2.

Par ailleurs, les aires de ravitaillement en carburant seront démantelées, le matériel de traitement des matériaux sera évacué et le site sera nettoyé.

Le plan relatif à la remise en état du site est joint en annexe 3 au présent arrêté.

8.1 - Cessation d'activité définitive

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation et au plus tard six mois avant la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au préfet la cessation d'activité. Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;

et est accompagnée des pièces suivantes :

- un plan topographique à jour des terrains d'emprise de l'exploitation accompagné de photographies ;
- un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, et doit comprendre notamment :
 - > les mesures de maîtrise des risques liés aux sols ;
 - > les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
 - > en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
 - > les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées le cas échéant des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Article 14 - Bruits et vibrations

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

14.1 - Bruits

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à cette exploitation.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 19h00 (jour), sauf samedis, dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 19h00 à 7h00 (nuit), ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	Les travaux d'exploitation ne sont pas autorisés dans ces périodes.
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	

De plus, les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB (A) pour la période de jour, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les véhicules de transport et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès la reprise d'exploitation de la carrière et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

14.2 - Vibrations

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

TITRE VI - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 15 : Garanties financières

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir au préfet le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe 4 jointe au présent arrêté.

Article 16 : Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 17 : Accident ou incident

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 3 ci-dessus, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions de police prévues par le R.G.I.E.

Article 18 : Contrôles et analyses

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant. Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

Article 19 : Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

Article 20 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
 - pour les tiers, le délai de recours est d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.
- Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 21 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés. L'exploitant devra observer les prescriptions du présent arrêté sous réserve de ce droit.

Article 22 : Pénalités

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le bénéficiaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Article 23 : Notification au pétitionnaire

Le présent arrêté sera notifié au responsable du GIE DROME PROVENCALE. Le pétitionnaire devra être à tout moment en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition.

Article 24 : Affichage dans l'établissement

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Article 25 : Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place ou à la préfecture de la Drôme le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Article 26 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, monsieur le maire de CURNIER et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée :

- à monsieur l'administrateur du GIE Drôme Provençale ;
- à messieurs les maires de Curnier, Arpavon, Condorcet, Eyroles, Les Pilles, Montaulieu, Sahune, Saint Ferréol-trente Pas ;
- au directeur départemental des territoires ;
- à la directrice départementale de la protection des populations ;
- au délégué territorial de l'agence régionale de santé ;
- au directeur régional des affaires culturelles ;
- à la chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine ;
- au chef du service interministériel de défense et de protection civiles ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- au président du conseil général de la Drôme ;
- au directeur de l'INAO.

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,



Charlotte LECA

ANNEXE 4 à l'arrêté préfectoral n° 201218-0002 du 07/05/12
relative aux garanties financières

Carrière du GIE Drôme Provençale à CURNIER au lieu-dit « Long d'Eygues »

1. Périodicité

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas d'exploitation et de remise en état joints en annexes 5 à 8 au présent arrêté présentent les surfaces exploitées et remises en état pendant ces périodes.

2. Montant

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chaque période est fixé à :

période 1 (2012-2017) : 138 965 €
période 2 (2017-2022) : 164 060 €
période 3 (2022-2027) : 129 107 €
période 4 (2027-2032) : 75 527 €

Indice TP01 utilisé : 681,3

3. Acte de cautionnement

L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 et porte sur une durée minimale de 5 ans.

4. Aménagements préliminaires et notification de la constitution des garanties financières

L'exploitant doit, avant le début de l'extraction, avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnés aux articles 5, 6.1 à 6.4 du présent arrêté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant adresse au préfet l'acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières selon le modèle défini à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996.

5. Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse à la DREAL le document établissant le renouvellement des garanties financières pour le montant correspondant à la tranche suivante au plus tard 6 mois avant la fin de leur échéance. Il notifie en même temps la situation de l'exploitation et l'achèvement des opérations de remise en état prévues pour la dernière tranche quinquennale.

6. Arrêt de l'exploitation

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation. L'exploitant notifie à cette date au préfet l'arrêt des extractions conformément aux dispositions de l'article 8.1 du présent arrêté.

La remise en état est achevée au plus tard 3 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

7. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq

ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. A compter du premier renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année n (C_n) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / \text{Index}_R) \times [(1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R)]$$

avec :

- . C_R : montant de référence des garanties financières.
- . Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.
- . Index_R : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral (681,3).
- . TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.
- . TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières (0,196).

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25% du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état ainsi qu'une modification des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

8. Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L514.1.1.1° du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

9. Sanctions

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514.1.1.3° du code de l'environnement.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L514.11 du code de l'environnement.

Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale,


Charlotte LECA

ANNEXE 1 à l'arrêté préfectoral

n° 2012/28-002 du 07/05/12

Par le préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

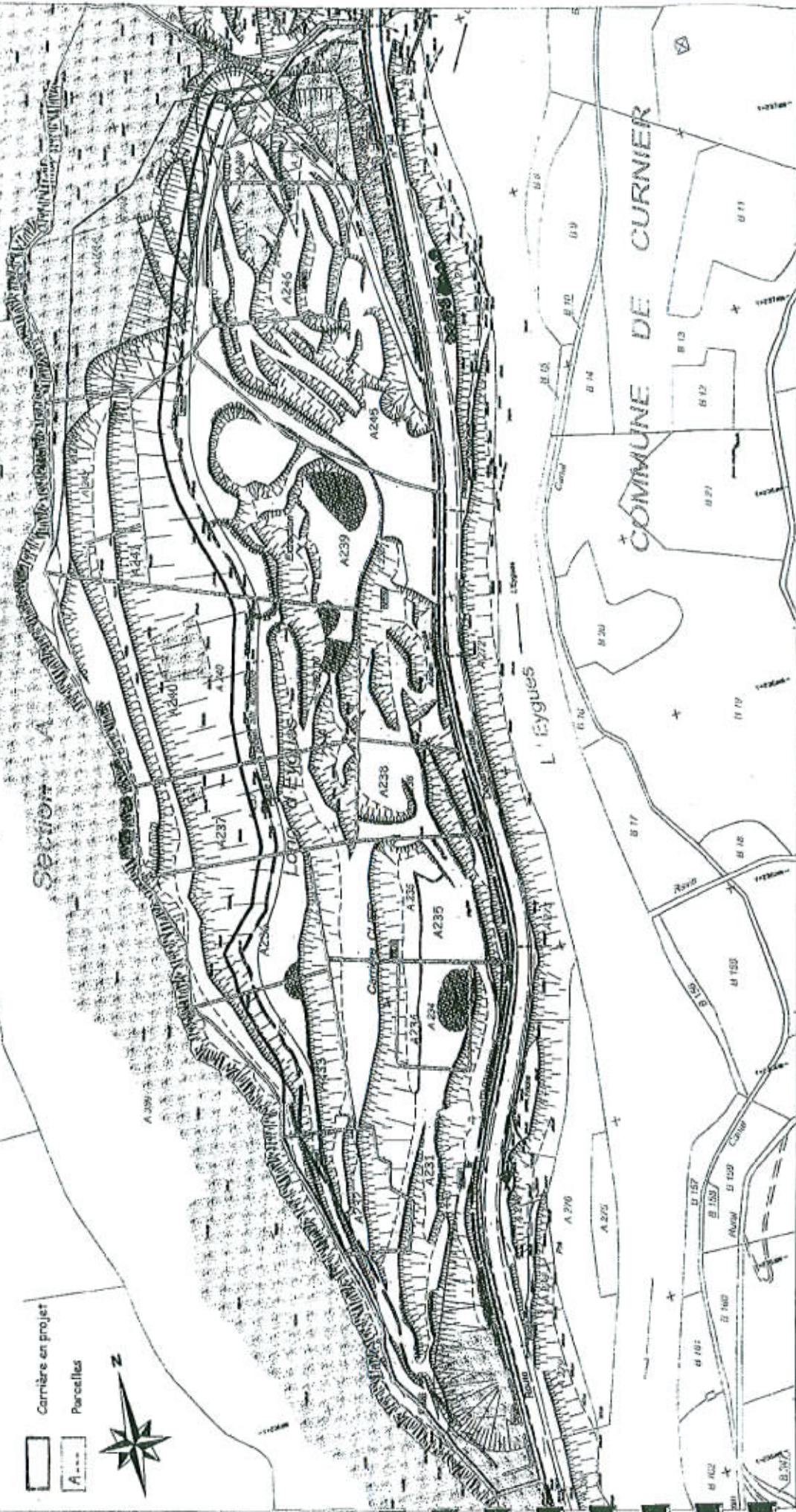
Les Grèzes

GIE DROME PROVENCALE
Carrière "Le Long d'Eygues"
Commune de Curnier

Parcellaire - Section A
Echelle 1/2 000

Carrière en projet

Parcelles



COMMUNE DE CURNIER

ANNEXE 3 à l'arrêté préfectoral

n° 2012128-002 du 07/05/12

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

Les Grèzes

A 216

GIE DROME PROVENCALE
Carrière "Le Long d'Eygues"
Commune de CURNIER

PLAN DE L'ETAT FINAL
Echelle 1/2 000



Périmètre sollicité en autorisation
Périmètre exploitable

Zone déjà revégétalisée

Zone à revégétaliser en espace naturel

Zone plantée en oliviers

Zone de pique niquet vision

Dépression traitée en mare

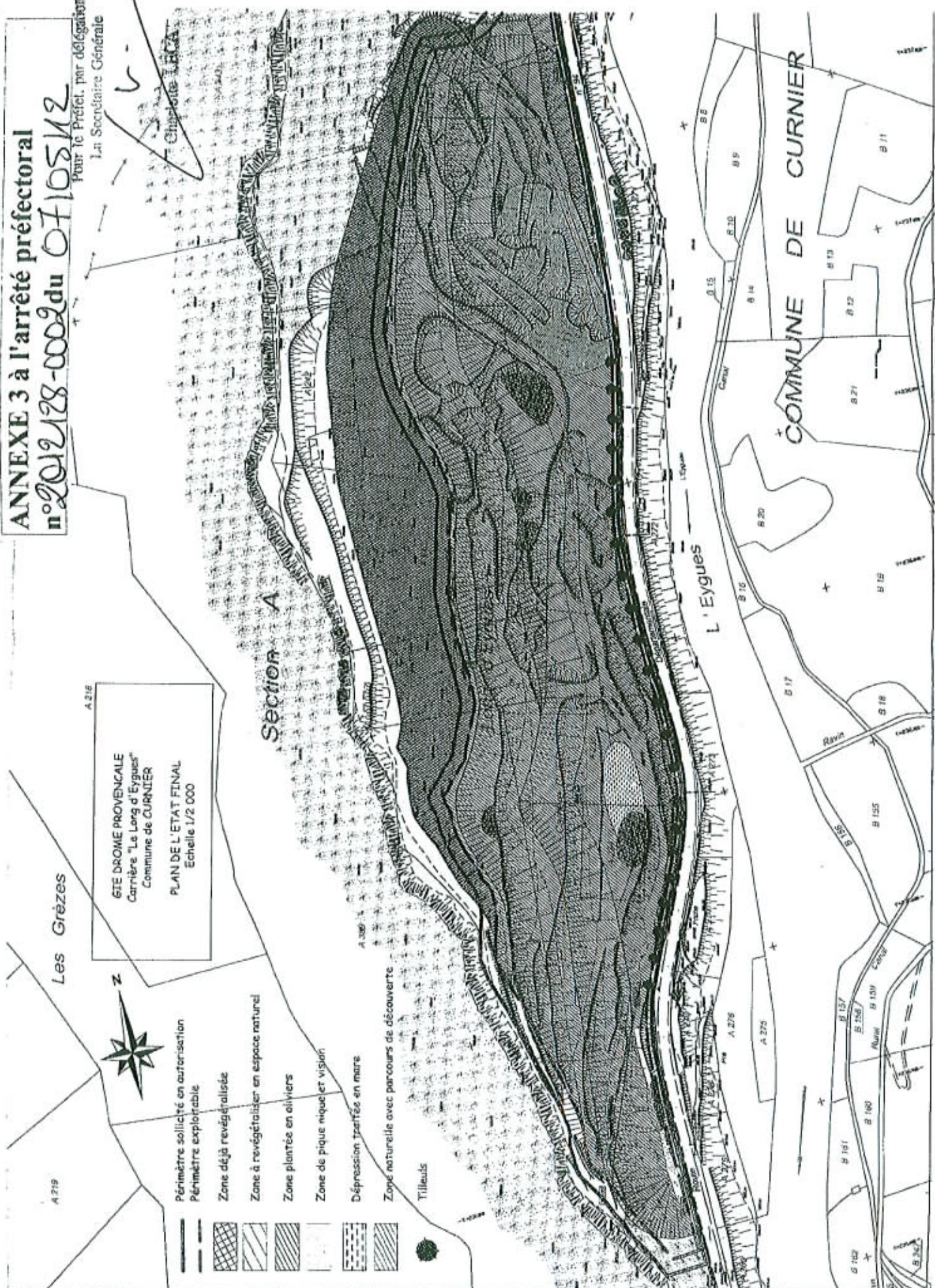
Zone naturelle avec parcours de découverte

Tilleuls

Section A

L'Eygues

COMMUNE DE CURNIER



ANNEXE 5 à l'arrêté préfectoral n° 2012-128-002 du 07/05/12

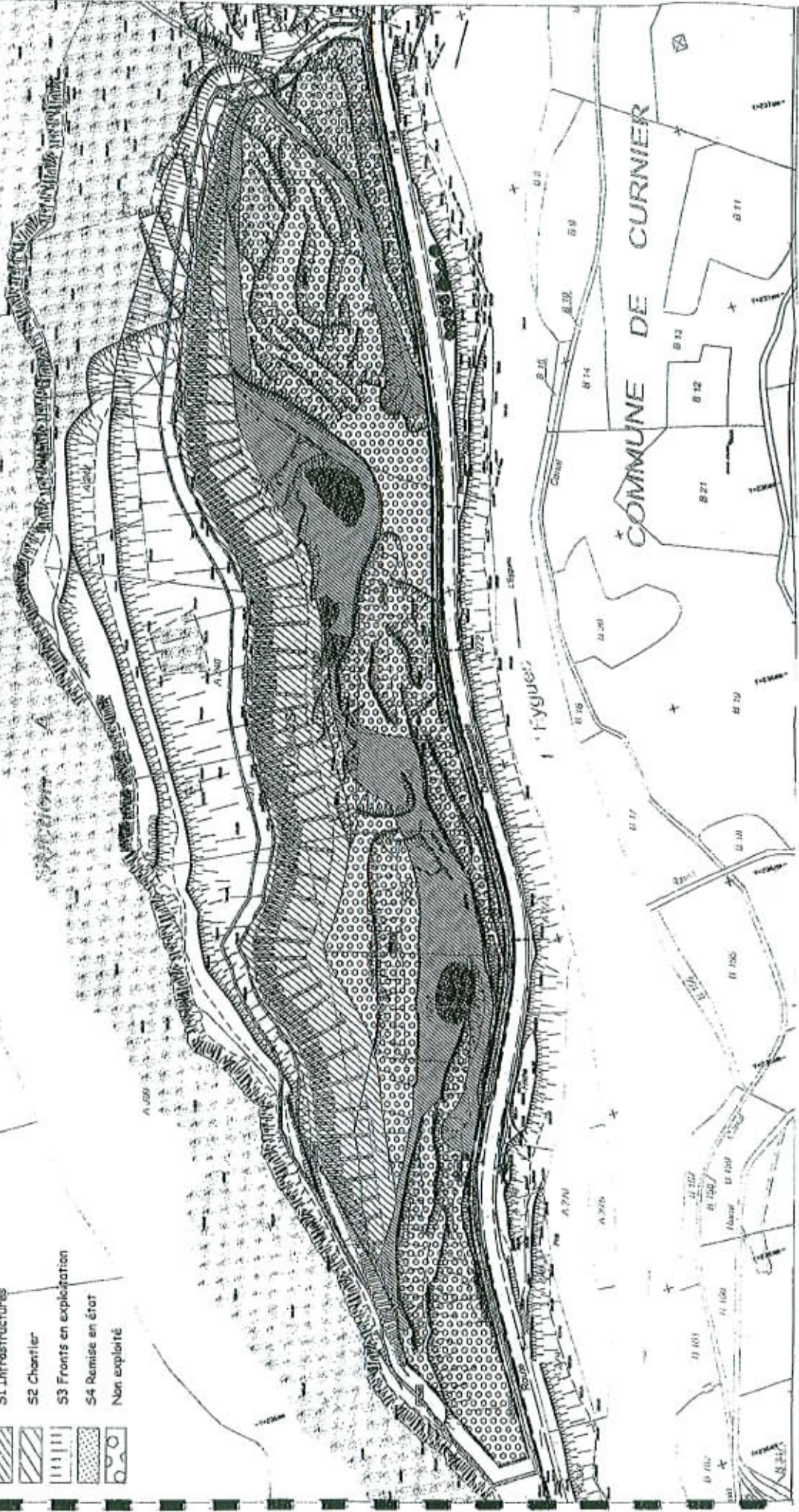
Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

[Signature]
Charlotte DECA

GIE DROME PROVENCAL
Carrière "Le Long d'Eygues"
Commune de CURNIER
GARANTIES FINANCIERES Phase 1
Echelle 1/2 000



- Périmètre sollicité en autorisation
- Périmètre exploitable
- S1 Infrastructures
- S2 Chantier
- S3 Fronts en exploitation
- S4 Remise en état
- Non exploité



n° 201218-002 du 07/05/12

Pour le Préfet, par délégation.
Le Secrétaire Générale

GIE DROME PROVENCALE
Carrière "Le Long d'Eygues"
Commune de CURNIER

GARANTIES FINANCIÈRES Phase 2
Echelle 1/2 000



- Périmètre sollicité en autorisation
 Périmètre exploitable
 S1 Infrastructures
 S2 Chantier
 S3 Fronts en exploitation
 S4 Remise en état
 Non exploitée



ANNEXE 7 à l'arrêté préfectoral

n° 2012128-0002 du 07/05/12

GIE DROME PROVENCALE
Carrière "Le Long d'Eygues"
Commune de CURNIER

GARANTIES FINANCIERES Phase 3
Echelle 1/2 000



Périmètre sollicité en autorisation
Périmètre exploitable

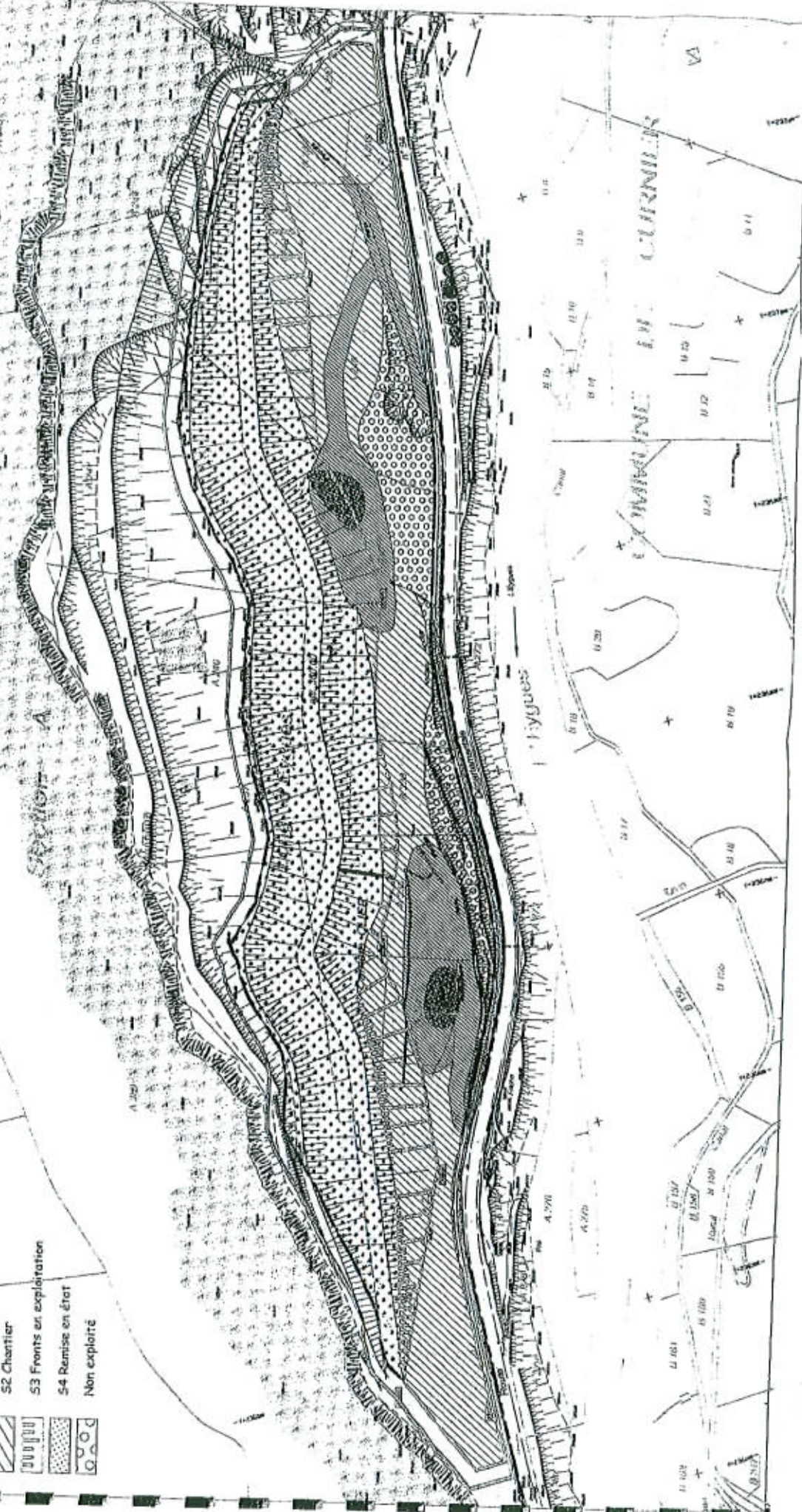
S1 Infrastructures

S2 Chantier

S3 Fronts en exploitation

S4 Remise en état

Non exploité



ANNEXE 8 à l'arrêté préfectoral

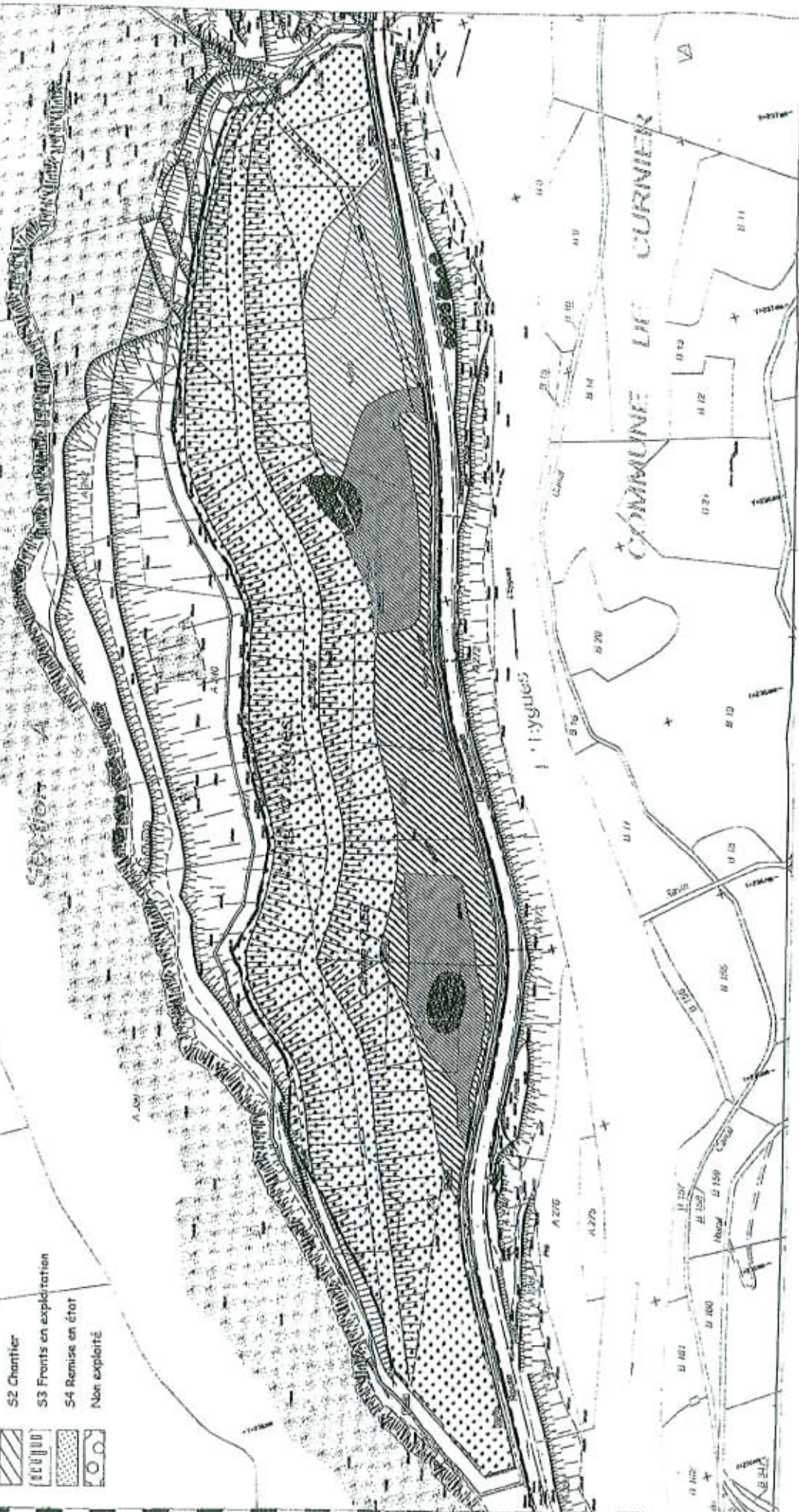
n° 201218-002 du 07/05/12

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale

GIE DROME PROVENCALE
Carrière "Le Long d'Eygues"
Commune de CURNIER

GARANTIES FINANCIERES Phase 4
Echelle 1/2 000

- Périmètre sollicité en autorisation
- Périmètre exploitable
- S1 Infrastructures
- S2 Chantier
- S3 Fronts en exploitation
- S4 Remise en état
- Non exploité



COMMUNE DE CURNIER

